

ALLEMAGNE : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2023



Catégorie OCDE (2023) : Non classé

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AAA (stable) / Aaa (stable) / AAA (stable)

Change : Euro (EUR) / Régime de change fixe (zone euro)

FORCES

- Fiscalité des entreprises attractive
- Marché du travail solide
- Base industrielle élevée (18 % du PIB en 2022)
- Marges budgétaires élevées
- Développement rapide des énergies renouvelables

FAIBLESSES

- Baisse de la population active malgré l'immigration.
- Dépendance au commerce extérieur dans un environnement mondial peu porteur
- Concurrence accrue sur les produits pour lesquels l'Allemagne avait un avantage comparatif.

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : neutre

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : L'industrie, cœur de l'économie allemande, affronte des difficultés qui changent progressivement de nature. Tandis que la détente des difficultés d'approvisionnement hors énergie s'est traduite par le rebond de la production automobile, les coûts élevés de l'énergie et des difficultés de demande croissantes contraignent, depuis mi-2022, la production d'autres secteurs. En 2024, le repli de l'inflation soutiendrait la consommation, tandis que les tensions sur les coûts et la montée en gamme de la Chine pénaliseraient les exportations. L'investissement privé sera tributaire de la politique monétaire, qui restera restrictive en 2024, et de l'évolution de l'activité industrielle. L'investissement public, notamment dans la transition verte, soutiendra quant à lui la croissance à court et moyen terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : Malgré les crises sanitaire, énergétique et inflationniste, l'Allemagne continue d'afficher un niveau d'endettement public nettement plus faible qu'en moyenne en zone euro. Malgré les investissements publics prévus, le budget 2024 prévoit une baisse significative du taux de dépenses. Selon le FMI, le ratio dette/PIB rejoindrait son niveau pré-crise sanitaire d'ici 2026, soit environ 60 % du PIB.
- Vulnérabilité extérieure : Le moindre recul des exportations relativement aux importations et l'amélioration des termes de l'échange ont permis un rebond du solde commercial en 2023. En 2024, le solde commercial varierait peu : l'amélioration des termes de l'échange serait compensée par une hausse des importations plus prononcée que celle des exportations.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La coalition a prouvé sa capacité à réformer mais les divisions se font plus nombreuses.
- Climat des affaires : L'Allemagne est au 22^{ème} rang sur 190 pays au classement Doing Business.

Système bancaire :

- Vulnérabilité du secteur bancaire : Les banques allemandes restent en bonne santé avec des ratios de capital et de liquidité encore confortables.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : L'Allemagne s'est dotée d'objectifs climatiques plus ambitieux que l'UE. L'Allemagne mise notamment sur une électricité produite à 80 % par les EnR en 2030. Le Fond pour le climat et la transformation financera l'hydrogène vert et la transition des bâtiments, des transports et de l'Industrie.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
1 États-Unis	9,9%	1 Chine	12,8%
2 France	7,3%	2 Pays-Bas	7,4%
3 Pays-Bas	6,9%	3 États-Unis	6,2%
4 Chine	6,8%	4 Pologne	5,2%
5 Pologne	5,7%	6 Italie	4,8%

Source : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en moy. 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Engins mécaniques, chaudière, réacteurs	16,8%	1 Machines et appareils électriques	12,6%
2 Véhicules routiers	15,9%	2 Engins mécaniques, chaudière, réacteurs	12,4%
3 Machines et appareils électriques	10,7%	3 Véhicules routiers	10,0%
4 Produits pharmaceutiques	6,8%	4 Produits énergétiques	9,5%
5 Instruments optiques et de mesure	5,1%	5 Produits pharmaceutiques	5,1%

Source : CNUCED

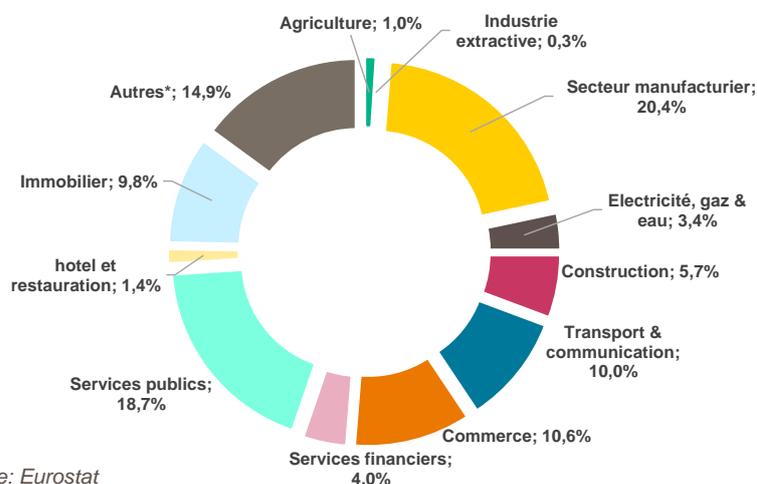


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ALLEMAGNE	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	3 890	3 885	4 281	4 086	4 430	4 701
<i>Rang PIB mondial</i>	4	4	4	3	3	3
Population (Mns)	83,1	83,2	83,2	83,8	83,9	83,9
<i>Rang Population mondiale</i>	18	19	19	19	19	19
PIB / habitant (USD)	46 810	46 712	51 461	48 756	52 824	56 037
Croissance PIB (%)	1,1	-3,8	3,2	1,8	-0,5	0,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,4	0,4	3,2	8,7	6,3	3,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)	85,1	84,9	84,2	82,8	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	59,5	68,7	69,0	66,1	65,9	64,0
Solde public (% PIB)	1,5	-4,3	-3,6	-2,5	-2,9	-1,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	1,5	1,1	1,0	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	8,2%	7,1%	7,7%	4,2%	6,0%	6,6%
IDE (% du PIB)	-2,5%	0,1%	-2,8%	-3,2%	-2,4%	-2,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Dettes extérieures totales (% PIB)	145%	161%	166%	152%	148%	147%
Dettes extérieures CT (% PIB)	29%	33%	36%	41%	NA	NA
Taux de change	0,87	0,89	0,82	0,89	0,94	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	18,58	19,19	18,83	19,15	NA	NA
Taux de NPL	1,1	1,1	1,0	1,0	NA	NA
ROE	-0,41	1,12	11,01	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	16	16	16	16	16	16
Rang doing business (190 pays)	NA	22	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	25	28	25	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	6	4	6	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	17	14	15	16	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Allemagne: poids des secteurs dans la valeur ajoutée (2022)



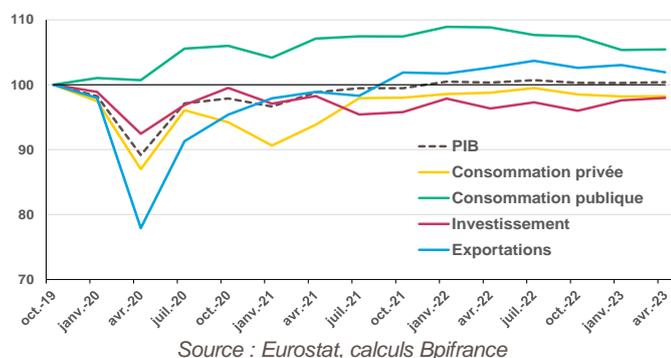
*Autres : activités incluant les celles spécialisées, scientifiques et techniques, les services administratifs et les services liés aux arts, spectacles etc.

1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une croissance atone depuis mi-2022

En 2022, l'activité allemande a augmenté plus modérément qu'ailleurs en Europe (+1,8 % vs +3,4 % en zone euro), principalement freinée par l'investissement (+0,1 % vs. +2,6 %) et les exportations de biens (+2,0 % vs. +4,6 %). Depuis le T2 2022, la croissance allemande stagne (cf. **graphique 1**, contre +0,3 % / trimestre en moyenne en zone euro). Elle est pénalisée par la montée de l'inflation, qui a atteint son pic fin 2022 (10,8 % au T4 2022) et qui s'élevait encore à près de 5,8 % au T3 2023, ainsi que par le durcissement de la politique monétaire de la BCE (+400 points de base pour les taux directeurs entre juin 2022 et juillet 2023). Dans ce contexte, la croissance de la consommation des ménages et de l'investissement total s'est établie en moyenne à respectivement -0,5 % et +0,2 % par trimestre entre le T4 2022 et le T3 2023.

Graphique 1 : PIB et composantes (volume, base 100 au T4 2019)



• La consommation viendrait progressivement en soutien de la croissance fin 2023 et en 2024

Le pouvoir d'achat des ménages a diminué au T3 2023 (-0,5 % après +0,9 %, variation trimestrielle). Les salaires ont ralenti, après une forte dynamique soutenue par des revalorisations négociées (accords signés en février/avril dans le secteur public, certaines industries et la construction) et par le versement de primes de compensation de l'inflation exonérées d'impôts.

Plusieurs facteurs soutiendraient le pouvoir d'achat fin 2023 et en 2024. Les revalorisations salariales devraient se poursuivre (négociations dans le secteur du commerce à l'automne et dans le secteur public des Länder en fin d'année), les primes exonérées pourront être versées jusqu'à fin 2024, et le salaire minimum augmentera de 0,41 € bruts de l'heure, soit +3,4 %, au 1^{er} janvier 2024. De plus, l'inflation pèserait moins sur le pouvoir d'achat. En novembre 2023, l'inflation totale s'est établie à +2,3 % (après +3,0 % en octobre en termes harmonisé - IPCH). En moyenne en 2024, les instituts de prévision tablent sur une inflation (au sens de l'IPCH) comprise entre +2,7 % (OCDE) et +3,5 % (FMI) (prévisions réalisées avant la publication du point de novembre, plus bas qu'anticipé).

La consommation devrait donc timidement soutenir l'activité au cours des prochains trimestres. À noter que, selon la **Fed**, le surplus d'épargne accumulé en 2020/21 s'élèverait à 2 % du PIB fin 2023. La partie la plus liquide de cette épargne aurait toutefois été consommée.

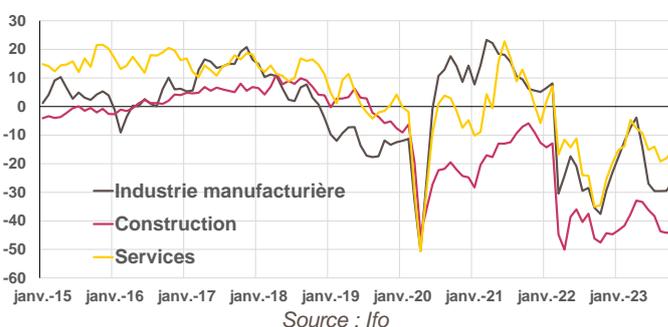
• L'industrie allemande face à une atonie de la demande et une perte de compétitivité

Si les difficultés d'approvisionnement hors énergie dans l'industrie s'apaisent (23 % des industriels y étaient confrontés en octobre, 47 points de moins qu'il y a un an), permettant le rebond de l'activité dans les matériels de transport (+5,4 % sur un an en juillet-septembre 2023 dans l'automobile, +11,4 % dans l'aéronautique/naval), les tensions sur l'énergie continuent de peser sur les industries énergivores, comme la chimie (-8,4 %), les matériaux de construction (-8,9 %), et la métallurgie / produits métalliques (-3,0 %). L'industrie manufacturière, qui représente 20 % de la valeur ajoutée totale en Allemagne, a ainsi vu sa production diminuer de 1,7 % sur un an, et s'établir à un niveau inférieur de 5,9 % à son niveau pré-crise sanitaire (+0,6 % en zone euro).

En outre, les contraintes de demande s'accroissent : 36 % des industriels déclaraient en octobre affronter une demande insuffisante, limitant leur production (+15 points sur un an). La consommation des ménages en biens (hors biens alimentaires, énergétiques et textiles) a en effet baissé de 6 % sur un an au T2 2023. De plus, les carnets de commandes à l'export sont à un niveau très bas (solde à -22 sur août-octobre vs -13 en moyenne à long terme).

Dans ce contexte, les perspectives de production à court terme restent dégradées (solde à -27 vs +2 en moyenne à long terme, cf. **graphique 2**). La reprise de la consommation en biens et un stock de commandes, accumulées en 2021/22 et non écoulées, encore élevé (supérieur de 27 % au S1 2023 vs S1 2019), pourraient néanmoins soutenir l'activité en 2024.

Graphique 2 : Perspectives de production (solde d'opinion en %)



L'industrie allemande perd par ailleurs en compétitivité sur des produits pour lesquels elle disposait d'un avantage concurrentiel, en particulier face à la montée en gamme de la Chine (4^e destination des exports). Celle-ci mène depuis plusieurs années une politique industrielle volontariste (plan « Made In China 2025 », subventions). C'est en particulier le cas pour



l'automobile : la concurrence chinoise sur le marché mondial des voitures électriques s'est nettement accrue (40 % des véhicules importés par l'Europe viennent de Chine, environ 50 % des batteries exportées dans le monde sont chinoises selon l'[IEA](#)).

- **L'investissement public en soutien, la politique monétaire sur le frein**

L'investissement public soutiendrait la croissance en 2024. Il sera porté par ceux dédiés à la transition verte avec le Fond pour le Climat et la Transformation, d'un montant total de 212 Md€ étalés sur 2023-27 (58 Md€ seraient prévus en 2024 dont 1/3 alloués à la construction et aux infrastructures). Il sera également soutenu par les dépenses militaires (+12 Md€ en 2024 par rapport à 2023, estimation fondée sur la hausse du budget du ministère de la défense et le déblocage du fond spécial). À l'horizon 2027, l'investissement public augmenterait d'environ 6 % par an selon le [Ministère des Finances](#). De plus, la fiscalité sur les entreprises diminuerait avec le projet de loi sur les opportunités de croissance (allègements potentiels de 7 Md€ par an jusqu'en 2028).

La BCE devrait maintenir ses taux directeurs en territoire restrictif *a minima* jusque fin 2024. Le coût des nouveaux investissements resterait donc durablement élevé. En Allemagne, l'encours des crédits aux entreprises a nettement ralenti (+1,8 % sur un an en septembre vs +2,6 % en moyenne sur longue période). Cette faible dynamique devrait se poursuivre en 2024.

- **Un investissement privé tributaire de l'activité industrielle et de la politique monétaire**

Le durcissement de la politique monétaire depuis mi-2022 a freiné l'investissement privé en construction (-0,4 % sur un an au T3 2023), en particulier l'investissement en logement (-0,7 %). *A contrario*, l'investissement privé en équipement semble avoir été peu pénalisé à ce stade par la hausse de taux (+2,6 % sur un an), soutenu notamment par un effet de rattrapage après avoir souffert des crises successives et dans un contexte d'apaisement des difficultés d'approvisionnement.

En 2024, la politique monétaire restrictive pèserait sur l'investissement privé en construction et en équipement. Ce dernier serait en outre tributaire de l'évolution de l'activité industrielle, plutôt incertaine (cf. supra). Il serait toutefois soutenu par les investissements dédiés à la transition verte et bénéficierait d'un effet d'entraînement de l'investissement public.

Au total, la croissance allemande serait en légère baisse en 2023, comprise entre -0,5 % et -0,1 %. Elle rebondirait en 2024, les prévisions allant de +0,6 % (OCDE) à +1,4 % (Ifo Institut).

- **Des défis structurels sur le marché du travail**

Le taux de chômage est resté stable à un niveau très bas, à 3,0 %, malgré une baisse du nombre de personnes en emploi (-0,3 % au T2 et T3 2023, idem pour la population active). Toutefois, dans un contexte d'activité peu dynamique, les difficultés de recrutement s'apaisent : 28 % des industriels étaient concernés en octobre (-13 points sur un an) mais restent élevées (+9 points relativement à sa moyenne en 2019). Le nombre d'emplois vacants était quant à lui, en moyenne sur les neuf premiers mois de 2023, inférieur de 2,3 % à son niveau d'avant crise.

Graphique 3 : Population en âge de travailler (15-64 ans, en million)



Source : Eurostat

Bien que l'atonie de l'activité modère les tensions sur le recrutement, celles-ci resteraient une problématique structurelle en Allemagne, en raison du déclin de la population active (cf. [graphique 3](#)). À l'horizon 2035, [Destatis](#) prévoit une baisse de la population en âge de travailler comprise entre 7 et 11 %.

- **Un secteur bancaire résilient.**

Le niveau de capitalisation des banques allemandes s'est amélioré sur un an. Les ratios CET1 et Tier 1 atteignent 16,4 % et 17,8 % au T2 2023 (+1,3 et +1,4 point sur un an). Le LCR (ratio de liquidité à court terme) et le NSFR (ratio de liquidité à long terme) n'ont que légèrement diminué sur un an, à 146 % et 122 % au T2, respectant largement les accords de Bâle III. Enfin, le ratio des prêts non performants n'a augmenté que de 0,1 point sur un an, à 1,1 % au T2 2023, contre 1,9 % en zone euro.

2. FINANCES PUBLIQUES

Les crises sanitaire puis énergétique ont eu raison de l'excédent budgétaire allemand, qui avait atteint 1,5 % du PIB en 2019. Le retrait des mesures de soutien instaurées durant la pandémie avait permis de réduire le déficit public à -2,5 % du PIB en 2022 (après -3,6 % en 2021). Malgré le dispositif de plafonnement des prix de l'énergie, *via* le Fond de stabilisation économique, le déficit ne devrait s'accroître que modérément en 2023 (voire se résorberait légèrement) en raison du reflux rapide et significatif des prix de l'énergie en début d'année. Ainsi, le déficit public s'établirait à -2,9 % selon le FMI (-2,2 % selon le diagnostic commun des instituts allemands, regroupant DIW, IFO, RWI, IfW et IWH).



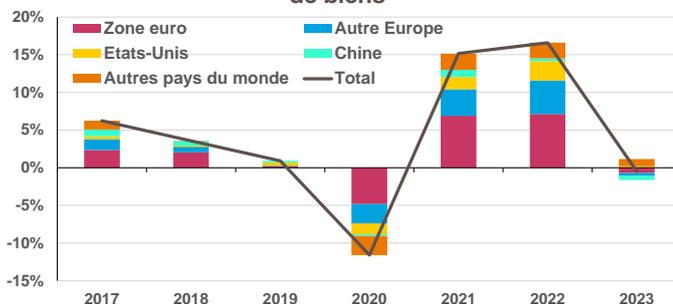
À partir de 2024, le déficit public devrait progressivement se réduire (-1,7 % en 2024 selon le FMI, -1,6 % selon les instituts allemands). Le budget 2024 prévoit en effet une baisse des dépenses de 31 Md€, ainsi qu'une baisse du recours à l'endettement (16,6 Md€ après 45,6 Md€ en 2023) afin de respecter la règle constitutionnelle de « frein à l'endettement ». Selon le FMI, le déficit rejoindrait -0,6 % en 2026, date à laquelle le ratio de la dette publique sur le PIB renouerait avec son niveau pré-crise sanitaire (60 %). Certaines dépenses d'investissements seraient extra-budgétaires, i.e. non répertoriée dans les feuillets budgétaires traditionnels, contournant les règles constitutionnelles, et réduisant la transparence. Une démarche contestée par la Cour des comptes.

3. POSITION EXTERIEURE

La balance courante allemande a diminué en 2022 (+4,4 % du PIB après +7,7 % en 2021) en raison de la dégradation du solde commercial. Les exportations en volume ont progressé plus lentement que les importations (+2,0 % vs +3,6 %). Il en est allé de même pour les prix (+14,7 % pour les exportations vs. +26,2 % pour les importations), celui des importations ayant été soutenu par les prix de l'énergie et la dépréciation de l'euro (-11 % en 2022 vs 2021).

Pour 2023, les exportations en valeur ont diminué aux trois premiers trimestres (-0,5 % sur un an vs +17 % sur la même période en 2022, cf. **graphique 4**). Les exportations vers la zone euro (38 % des exports totaux en 2022) ont diminué de 1,8 % (vs. +18,7 % en 2022), en raison du ralentissement de l'activité chez les partenaires européens. En outre, les exportations vers la Chine (7 % des exports) ont perdu 8,7 %, dont 5 points lié à l'automobile, témoignant de la concurrence chinoise accrue (notamment sur les véhicules électriques). En volume, les exportations de biens ont diminué de 1,7 % sur un an aux trois premiers trimestres 2023.

Graphique 4 : Contribution à l'évolution des exportations de biens



Source : Eurostat, calculs Bpifrance, en cumul de janv. à sept.

Les importations en volume ont quant à elles perdu 5 % aux trois premiers trimestres sur un an. Le solde commercial s'est ainsi redressé, portant le solde courant à 6,5 % du PIB (cumul aux trois premiers trimestres 2023).

En 2024, les importations rebondiraient, portées par la demande intérieure. Le coût de l'énergie durablement élevé, un euro soutenu par la politique monétaire, et les pressions à la hausse sur les salaires, pèseraient sur la compétitivité et freineraient les exportations, notamment hors Europe (cf. **Bundesbank**). Le rebond de la demande européenne viendrait toutefois en soutien. Au total, le solde commercial varierait peu en 2024.

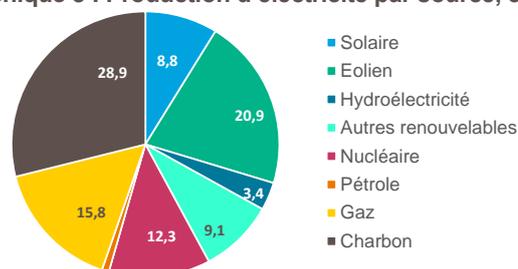
4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

La coalition unissant le SPD, les verts et le FDP a montré sa capacité à adopter des réformes importantes, même si elles contrevenaient à la doctrine des partis. Bien que les dissensions se soient jusqu'à présent résolues par des négociations, les divisions se font plus nombreuses et plus visibles (de la loi sur le remplacement des chaudières au gaz/fioul à la question des relations avec la Chine). Cette coalition témoigne d'une fragmentation croissante de l'espace politique, qui a débuté durant les années 1980 et qui, dans le système politique allemand, pourrait être source d'instabilité (cf. **Ifri**). La montée du parti d'extrême droite (AfD), dont témoignent ses résultats aux élections en Bavière en octobre, accroît ce risque d'instabilité.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Allemagne vise la neutralité carbone en 2045, avec des objectifs de réduction d'au moins 65 % des émissions d'ici 2030 (par rapport à 1990) et de 88 % en 2040. L'Allemagne mise sur une électricité produite à 80 % par des énergies renouvelables d'ici 2030 (quasi doublement de la part des énergies renouvelables relativement à 2021, cf. **graphique 5**) et en quasi-totalité d'ici 2035. La nouvelle loi pour les énergies renouvelables (dite loi EEG 2023) prévoit d'atteindre des capacités installées de panneaux solaires de 215 GW en 2030 (contre 67 GW en 2022) et de 115 GW pour l'éolien terrestre (contre 58 GW).

Graphique 5 : Production d'électricité par source, en %



Source : Global and European Electricity review (2022)

28 Md€ d'aides d'Etat seraient ainsi prévues pour le déploiement de ces énergies. La réforme simplifie aussi les procédures administratives pour l'implantation d'éoliennes et de panneaux. Au total, 212 Md€ seront consacrés à la transition verte d'ici 2027 avec le Fonds pour le climat et la transformation.



6. DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.